

Projet politique pour 2012 (brouillon)

Un projet politique pour 2012 ? Non, pas de blague, un artiste n'est pas un politique. Mais, toutefois, avec votre permission, il ne lui est pas interdit de penser le monde avec sa tête et ses matériaux à lui, pas ceux de ceux qui ont le pouvoir, car un artiste ne doit jamais en avoir, de pouvoir. Alors voyons ce qu'on peut faire encore.

Tout d'abord ce constat : le monde va mal, très mal, peut-être pas depuis aujourd'hui seulement, mais enfin faisons comme si, et à cette question que pouvons nous faire pour lui donner un semblant de réponse ? Mais avant de penser l'ensemble des pays de notre très cher univers, nous devons d'abord balayer devant notre porte et penser à notre propre territoire. Alors, me direz-vous, et l'Europe dans tout cela? C'est là que le bât blesse et en effet il va être difficile de faire comme si elle n'existait pas. Pourtant, afin d'entrer dans le travail qui va suivre, il faudra faire abstraction des discours, des évidences que tout le monde connaît pour les avoir lus et relus moult fois dans les journaux et pour certains dans des livres appropriés.

De quoi allons-nous parler ici ?

Tout d'abord nous essayerons de trouver les moyens d'éradiquer la misère dans notre pays.

C'est le point le plus important de notre démonstration, accrochez-vous à la barre, car vous risquez d'avoir quelques surprises au cours de votre lecture, mais soyons utopiques, sinon nous risquons de mourir sans même nous en rendre compte. Abolir la misère, oui, mais comment ?

Nous ne pouvons plus considérer celui ou celle qui ne travaille pas comme une personne ne faisant aucun effort pour en trouver un, traitée souvent comme fainéant . Tout individu n'ayant pas un emploi doit recevoir un revenu assuré par l'état sans limites de temps, ni de quoi que ce soit, c'est un dû, un point c'est tout. Ceux que nous appelions jadis chômeurs deviendraient automatiquement des fonctionnaires, même s'ils ne font rien. Il leur sera alloué la somme de 600 € par mois et ils auront un mini logement de 15 m2 par personne. Voilà, ça, c'est la base de survit. Nous dirons un peu plus loin comment payer ces dépenses.

Mais je dois avant tout avertir mes chers lecteurs dans quel esprit je suis pour écrire ce rapport que personne ne lira. Pour penser ces mesures extraordinaires, nous devons réaliser que nous sommes dans une période de notre histoire où tout peut basculer, et pas du bon côté. Nous sommes comme dans un état de guerre... Que Dieu nous préserve de cette saloperie et comme nous ne pouvons pas compter sur lui, on a intérêt de prendre les devants pour réparer ce qui peut l'être encore. Et je parle là des hommes avant tout vous l'avez compris, merci !

À la guerre, les hommes se mettent à la disposition de l'état, corps et âme.

Notre projet politique pour 2012 n'en demande pas autant, mais gardons à l'esprit cette disponibilité de chacun pour sauver son pays. Car il s'agit bien de sauver notre pays, le protéger de ne plus pouvoir maîtriser son destin. Si depuis belle lurette ce sont le sexe, l'argent et le pouvoir qui ont fait bouillir la marmite des hommes, maintenant n'est-il pas temps que cela change ? Utopie, utopie, oublies-tu comment est fait l'homme ? Non mais parfois, devant le danger, de bonnes surprises peuvent apparaître. Alors quelle force pourrait animer l'âme des hommes de demain ? La volonté de faire le bien n'est pas un leur, elle est ancrée dans l'être humain, mais il n'a pas toujours la possibilité de l'exprimer, alors, alors, je vous laisse imaginer les dégâts lorsque je veux faire le bien et que cela ne m'est pas possible... Alors, alors, donnons l'assurance à tous de n'être jamais abandonné par la société, quoi qu'il arrive, de ne plus avoir peur de se trouver un jour sur le bas côté de la route !

Pour arriver à tenir nos objectifs il faudra mettre un terme aux revenus indécents, soit les limiter à 5000€ par mois par exemple, soit les imposer jusqu'à 80 %, et cela tant dans le privé que dans le public. J'entends déjà la sérénade : et si vous les faites payer, ils vont partir. Je ne crois pas qu'ils partent puisqu'il s'agit de sauver leur pays et de faire le bien à leurs compatriotes... mais s'ils veulent partir quand même, il paieront avant, genre 50 % à la frontière... puis en cas de retour, encore 50 %, et dans le cas où ils voudraient commercer avec leur ancien pays encore 50 %... De quoi les encourager à rester bien au chaud dans notre beau pays. À partir du moment où nous n'aurons plus peur de perdre des patrons et les emplois qui vont avec ; nous pourrons alors tout revoir de fond en comble. Quoi par exemple, à quoi pensez-vous monsieur l'artiste utopique ?

L'objectif de l'état est de faire en sorte que l'économie fonctionne bien, mais dans le bon sens, c'est à dire pas dans la productivité aveugle que nous connaissons depuis des décennies. Nous devons agir de telle façon que ceux qui n'avaient pas les moyens hier, en aient aujourd'hui pour consommer à leur juste mesure, mais pour les autres, faire en sorte qu'ils consomment moins ou plus intelligemment. Voilà c'est dit !

Pour réaliser notre objectif de donner un revenu à chacun, la baisse des hauts salaires n'y suffira pas, il faudra donc trouver d'autres moyens de ressources. Comme le manque de travail est principalement dû au fait qu'il se fait en dehors de notre territoire, il est donc normal de soumettre un impôt supplémentaire à ces produits venant d'ailleurs. Je sais, je sais, on me dira c'est du protectionnisme et de toute façon on ne peut pas procéder de la sorte vis-à-vis de l'Europe, vis-à-vis du monde... Pourtant c'est bien ce qu'il faut faire puisqu'on est en train de sauver notre pays, n'est-ce pas ?

J'avais imaginé une TVA doublée, triplée et plus, pourquoi pas, afin de positionner ces produits extérieurs aux prix moyens de ceux réalisés en France afin de créer une concurrence certes, mais une concurrence réelle ne permettant plus de présenter un pantalon à 10 € et le même à 100 € sous prétexte qu'il est fabriqué ici. Donc une très forte TVA venant compenser le manque d'emplois. Ces dispositions draconiennes auront pour effet de réduire la consommation, mais que vaut une consommation à tout va si elle nous mène dans le trou ?

Nous ne pouvons imaginer un programme sérieux pour 2012 sans essayer de répondre à la question du déficit. Il y a plusieurs déficits, celui que l'on produit toutes les années venant s'ajouter au total de près de mille cinq cents milliards d'euros. Il est bien entendu qu'il est impératif de cesser de dépenser plus que l'on gagne, quelle famille peut

tenir ainsi sans se trouver à la rue au bout d'un temps ? Cela s'appelle dans les familles : savoir gérer son budget, voilà une chose que tous nos politiques n'ont pas su faire, et cette situation nous met dans des difficultés impensables, puisqu'aujourd'hui personne ne sait comment résorber ce cancer. Puisqu'on est dans l'utopie, permettez-moi de vous faire part de cette idée ridicule mais trop drôle pour ne pas vous la soumettre, histoire de détendre l'atmosphère.

Nous avons beaucoup de musées, et dans ces maisons beaucoup d'oeuvres sont accrochées ou mises dans des réserves. La totalité de ces oeuvres pourrait-elle, si elle était vendue, que Dieu nous préserve d'une telle chose, mais continuons cette idée, et imaginons qu'elle le soit, comblerait-elle le déficit qui nous ruine ? Je ne pense pas d'autant que s'il y avait une grosse masse d'oeuvres à vendre, le marché de l'art mondial risquerait de s'écrouler. Mais pourquoi pas vendre des oeuvres à des particuliers de notre pays les mettant à la disposition des musées en cas de besoin pour une exposition par exemple. Nous avons souvent des doublons de grands maîtres, nous pourrions commencer par ceux-là. Si nous faisons cela pour les tableaux, les sculptures... Nous pourrions le faire aussi pour certains bâtiments dont nous sommes propriétaires, et d'autres richesses dont je n'ai pas idée. L'intégralité de ces sommes récupérée résorberait une partie de ce déficit, une faible partie, mais le processus est lancée, il n'y a plus qu'à continuer dans notre lancée, je compte sur vous pour trouver d'autres ressources.

Une autre idée pour résorber ce déficit fou est de mettre à contribution chacun d'entre nous. Comment ? Souvent nous avons vu paraître dans nos journaux que nous étions, individuellement, redevable de vingt, vingt-cinq mille euros. Faisons le calcul nous-mêmes: mille cinq cents milliards divisés par soixante-cinq millions de Français, donne en effet vingt-trois mille euros par tête de pipe, non d'un chien ! Si certains peuvent payer cette somme-là, pour la majorité elle est impossible. C'est là qu'intervient la banque, notre banque, elle nous prendrait cette dette à sa charge pour, dans un premier temps, nous garder comme client, et dans un second, se faire rembourser plus tard par l'état sans aucun intérêt ni revenu d'aucune sorte, seul le capital serait à rembourser.

De cette manière et grâce à notre fabuleuse utopie nous permettant de rêver, nous n'aurons plus d'intérêts à payer sur ce déficit. Lorsqu'on sait que ces intérêts sont équivalents toutes les années aux impôts sur le revenu que nous payons, on peut imaginer que l'on pourra faire autre chose de cet argent. Et d'abord, payer moins nos politiques, tous nos politiques et les hauts fonctionnaires, tous les hauts revenus comme nous en avons parlé plus haut, ne pas accepter un salaire supérieur à 5000 € par mois. Je pense au déficit de la sécurité sociale et aux revenus des hauts salaires, même grandement mérité, car il ne s'agit pas ici de pointer du doigt qui que ce soit, mais de sauver les meubles tant qu'il en est encore temps. Combien de médecins spécialisés gagnent près de vingt mille euros par mois et sur le dos de la sécu ? Cela doit cesser pour arriver à faire ce fameux partage des richesses dont on nous bat les oreilles sans nous dire comment on y arrive.

L'objectif, vous l'avez compris, est de trouver un équilibre dans nos finances. Et cela pour nous permettre de ne plus avoir personne sur le bas-côté de la route, personne sur nos trottoirs, sous nos ponts, personne abandonnée, et ainsi nous trouverons une certaine dignité de vivre ensemble, mes frères ! Mais cela sera-t-il suffisant de donner 600 € par mois et un logement à un individu actuellement dans la rue ? Non, il lui faudra

aussi une assistance médicale, psychologique afin de l'aider à se trouver une dignité, une envie de vivre d'abord et non pas, comme c'est trop souvent le cas actuellement, la volonté de l'insérer dans la société par le travail... c'est un leurre qui ne rassure personne. Donner envie de vivre, voilà notre objectif, et pour cela nous avons dans nos sociétés riches assez de ressources. Nous commencerons d'abord par l'écoute de la parole de l'autre, avec le respect qu'il mérite, pour lui permettre de retrouver un minimum de dignité, un minimum de reconnaissance de soi.

Le respect est la base de notre philosophie, mais je sais, sur le terrain les choses ne sont pas faciles. D'autant que toutes les politiques sur la pauvreté ont toujours été d'aider pour un jour, et non pas de résoudre définitivement la question de la personne. C'est pourquoi avoir droit à un petit logement et un revenu à vie donnera une certaine tranquillité d'esprit non seulement à ceux qui en bénéficient, mais également à l'ensemble de nos concitoyens, car on ne sait jamais... Et ces justes mesures réduiront la violence, j'en suis certain.

Mais avec de tels avantages pour tous, cela ne risque-t-il pas de créer des gens ne voulant plus travailler ? Au contraire et j'en veux pour preuve qu'il y a en France plus de douze millions d'individus faisant du bénévolat. Dans ce système nous pouvons avoir des périodes où nous sommes salariés d'une entreprise, mais aussi des périodes où nous sommes sans rien soit parce qu'on a perdu son travail, soit parce qu'on a besoin de prendre du recul. Les entreprises pourront alors inviter des individus qui le désirent à travailler bénévolement pour leur maison, à mi-temps par exemple, à condition de garder leurs salariés de base, bien entendu. Douze millions d'individus au service de l'économie et de l'état, voilà une bonne main-d'oeuvre pour un meilleur fonctionnement de notre société malade.

Une main-d'oeuvre gratuite à mettre entre les mains de toutes les entreprises publiques comme privées. En la matière rien n'est obligatoire, seulement le désir, la volonté doivent prédominer. Mais en pratique cela se passera comment ? Imaginons un individu sans emploi et bénéficiant des 600 € mensuel et du logement minima, il peut, s'il le désire, entrer dans une entreprise de son choix, parce qu'il connaît une personne travaillant dans cette entreprise ou dans ce service, pour aider, faire comme de l'intérim en fait. Bien entendu il y a des effets pervers à redouter, et nous pensons tous aux patrons mettant à la porte les salariés coûtant trop cher et les remplaçant par des bénévoles ne coûtant rien. Mais heureusement Zorro veille, de bons bénévoles seront toujours là à mettre le nez quand on fait des choses pas raisonnables...

Donc avoir deux niveaux de revenus, le plus bas et le plus haut. Au-delà de cette limite votre ticket n'est plus valable... Et d'abord les députés et sénateurs doivent disparaître de nos tablettes car des lois il y en a trop, faudra les revoir toutes et ne garder que celles qui ont cours dans le réel de nos vie quotidienne. Que se passera-t-il dans les locaux de l'Assemblée Nationale et au Sénat ? Là doivent être discutés les problèmes difficiles à résoudre par le commun des mortels, et des hommes, des femmes de bonnes volontés et bénévoles pour la majorité se rassembleront pour débattre et proposer des solutions. Le coût de ces établissements d'état doit coûter le minimum, bien loin de ce qu'ils coûtent actuellement.

Si des propositions de cette nature sont faites c'est, je vous le rappelle, que nous sommes dans une situation économique des plus inquiétante.

Est-ce à dire que nos institutions seraient mises en cause, mise à mal dans notre projet politique pour 2012, et notre démocratie remise en question globalement ? Pour nous cette question ne se pose pas de cette façon, elle veut faire en sorte de limiter la case que pourrait entraîner un comportement aveugle, irresponsable, des maux de nos concitoyens. Nous devons vivre comme des pauvres, pas comme des riches ! Cette devise ne s'adresse évidemment pas à ceux qui connaissent la pauvreté déjà, pour ceux-là nous n'avons qu'une réponse : ça suffit, faut que ça cesse ! En lisant ces lignes on serait tenté d'imaginer les conflits entre les hommes formant notre société. Il faut bien comprendre que ces mesures "utopiques" sont à l'intention et pour le bénéfice de tous, sans préférence aucune. Nous sommes un corps social lié les uns aux autres, qu'on le veuille ou non. Si un seul se casse, c'est l'ensemble qui fout le camp, même si jusqu'à présent on a l'impression d'être passé entre les gouttes...

Il n'y a pas d'autres solutions que de prendre à bras le corps notre situation actuelle et la remettre en question de fond en comble, sinon nous allons droit au mur, et cela, tout le monde le sait, je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. À peine cette phrase terminée avec ce point final, que tout à coup le monde bascule, un enfer de tsunami se déverse sur le Japon, alors qu'en même temps un tremblement de terre de magnitude 9 secoue le pays, et pour combler le tout, des centrales nucléaires se mettent à cracher le feu comme dans le pire des cauchemars. Devant ces images, cette fin de monde pour des milliers d'hommes et de femmes, que dire sinon se taire devant ce malheur infini. Se taire par dignité envers ces morts, vies détruites en un instant parce que le destin l'a voulu ainsi, oui, certes la fatalité a de bon travers pour consoler, mais pour nous occidentaux la colère prend le dessus sur l'évènement, et peut-être n'avons-nous pas tout à fait tort... Oui, cette rage a toute sa place ici, nous passerons des semaines, des mois, s'il le faut, à dire pourquoi.

Cet évènement nous plombe, nous décapite, nous castre, nous met dans l'impossibilité de remettre les choses à leurs places, tout est chamboulé, le désastre est partout, écrire devient presque inutile, manque de sens, le désespoir nous aliène, on se sent étrange à parler de ce dont notre corps n'est pas concerné, sauf par identification aux images produites là-bas. Cet évènement nous oblige à voir plus clair cette folie meurtrière dont les hommes, pas qu'eux puisque la nature y a mis du sien aussi, sont capables au nom du progrès, du bien pour l'humanité, mais aussi de l'appât du gain, moteur du capitalisme. Comment condamner le pouvoir puisque sa volonté avouée est, était, d'apporter à tous une vie meilleure. Mais à quel prix. À quel jeu jouons-nous et pour quel enjeu final ?

À cette catastrophe arrivée au Japon, se sont ajoutées celles de la Lybie et de la Côte d'Ivoire, sans parler des pays arabes en pleines implosions. En attendant, ici, le PS concocte un programme voulant certainement faire concurrence déloyale à mon travail actuel, avec, entendez-le bien, un plafond de salaire pour tous ceux dont l'état à quelque chose à voir avec leurs emplois, de vingt fois supérieures au SMIC. C'est-à-dire que vous aurez le smicard à 1365 € et l'autre gars, 20 fois meilleur, genre directeur de je ne sais quelle institution ne servant à rien, à 27300 € par mois car il a des frais considérables pour justifier son poste inutile, mais attention, pas plus que 27300 € c'est-à-dire 179 000 de nos anciens francs, on est des socialistes, pas des capitalistes... À partir de ça, moi c'est clair, je ne vote pas en 2012, pas pour le PS du moins, c'est ma position aujourd'hui, lol.

Ne perdons pas notre temps avec ces postulants au rabais sortant tous du même moule, puisque des mêmes écoles, des mêmes systèmes de pensées. C'est donc à la marge qu'il faut penser cette question de programme, tout en gardant les pieds sur terre et ne pas faire les imbéciles comme certains qui eux décrédibilisent la politique, tout espoir de vies meilleures pour l'ensemble de chacun d'entre nous. Car c'est bien de cela dont il s'agit, de vie meilleure plus proche de nos aspirations, mais ne soyons pas naïfs, nous risquerions de nous trouver rapidement dans une impasse. Mais quel est donc notre objectif principal ? Ne plus voir personne sur le bas-côté de la route ; nous l'avons déjà dit plus haut et ne cesserons de le redire et redire encore.

Atteindre ce but : ne plus voir personne dans la misère. Cette misère n'est pas seulement loin de nous, elle peut nous atteindre nous-mêmes, nos enfants, nos parents, nos amis, et dans ce cas que faire alors ? les aider bien sûr, mais que deviendra alors leurs relations à nous et la notre à leur égard ? Tout devient faux alors, les conflits s'installent, la dépendance emprisonne les protagonistes, l'autonomie à minima fait défaut, n'existe plus, tout se délite, et c'est pourquoi il y a tant de gens en divorce avec le monde qui les entoure. J'ai horreur de donner des références mais là je ne peux faire autrement, elle m'a trop amusé pour ne pas en faire état ici. C'est Marguerite Duras, communiste jusqu'aux ongles, disant que le communisme ne viendra jamais, mais qu'elle voulait y croire quand même. Je vous dis ça pourquoi ? Peut-être ai-je peur que vous me preniez pour un utopiste, mais en effet, oui je le suis, je m'imagine mal avec une banderole défilant de la Bastille à la République.

J'en ai vu des aller-retour, dans cette avenue Beaumarchais, depuis 1968. Et les Syndicats, la CGT j'adore, toujours en première ligne, que voulez-vous qu'ils fassent d'autres, ils sont payés pour cela, les cotisants veulent être représentés, ils le sont, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Au théâtre le gros avantage c'est que l'on sait que tout cela est faux, qu'à la fin de la séance on retrouvera la vie normale, mais dans cette comédie tragique, quelle porte de sortie y a-t-il ? On biaise, on baise toujours les pauvres : les syndicats représentent en fait le patronat, pas les ouvriers, c'est pas la peine de se masturber là-dessus. Lorsqu'on peut marcher devant les caméras du 20 heures, c'est la preuve que nous sommes en démocratie, on peut le faire, on le fait, c'est super ! Mais il y a un effet pervers à cette liberté : le pouvoir en place exécute ses projets de toute façon, il dit : vous, vous manifestez, nous, nous faisons, et ainsi il conforte son pouvoir à moindres frais.

Revenons à nos moutons, on commence par quoi ? Les sacs en plastique, on arrête le carnage et on les remplace par des sacs non polluants. Je ne veux entendre aucune objection, c'est ainsi pour tout le monde. Souvent les politiques ne veulent pas changer les choses car il y a toujours l'épée de Damoclès de l'emploi : si tu m'interdis une chose, moi, patron, je te jette les ouvriers à la rue, au chômage plus exactement. Ce chantage fleurit partout, dans tous les domaines de notre économie, et l'on voit dans les couloirs de toutes nos assemblées, de France et de Navarre, je veux dire de l'Europe, le lobbying tel une araignée tisser sa toile sur l'humanité dont nous sommes tous les cons. Et eux n'ont aucun scrupule, ils distribuent des enveloppes à tous ceux qui veulent bien les recevoir... Alors, les sacs en plastiques, on commencera par eux, c'est décidé !

Parfois le découragement vous prend à la terrasse d'un café, protégé du soleil par quelques arbres dont on ne sait pas le nom, face à l'église du village, une image paisible et pourtant voilà ce que j'ai écrit hier après midi ...

« Lorsqu'on prend conscience en honnête homme de l'état du monde et de ses citoyens, il est miraculeux de s'apercevoir que l'on ne baisse pas les bras même pour dire bonjour à Madame ma concierge où à la tante Léa qui bientôt aura son sixième marmot qu'on se demande d'où vient ce besoin de procréer sans utilité pour personne vu qu'on est ruiné, et encore plus gravement pour l'avenir de ces pauvres enfants qu'on devrait en faire beaucoup moins, non par économie, mais parce que la raison doit primer sur tout le reste. »

Comment résorber le déficit de 1500 milliards d'euros ???

Cette question m'obsède et je ne vois aucun politique en émettre ne serait-ce qu'une ébauche d'idée ... Qui a une réflexion sur le sujet ? Sachant que l'intérêt de cette dette coute l'ensemble de nos impôts sur le revenu... c'est complètement fou !

Pour ce qui est de vendre des biens immobiliers appartenant à l'état, avez-vous une idée de ce que cela représente par rapport au déficit de 1500 milliards ?

Pour vous amuser un peu voilà un brouillon à réécrire un jour :

“Nous avons beaucoup de musées et dans ces maisons ouvertes à tous, beaucoup d'oeuvres sont accrochées ou mises dans des réserves. La totalité de ces oeuvres pourrait-elle, si elle était vendue, que Dieu nous préserve d'une telle chose, mais continuons cette idée, et imaginons qu'elle le soit, comblerait-elle le déficit qui nous ruine ?

Probablement pas car s'il y avait une si grosse masse d'oeuvre d'art à vendre, le marché de l'art mondial risquerait de s'écrouler. Mais pourquoi ne pas vendre des Picasso, des Matisse... à des particuliers (obligation de laisser les oeuvres en France) les mettant à la disposition de nos musées en cas de besoin pour une exposition par exemple. Nous avons souvent des doublons de grands maîtres, nous pourrions commencer par ceux-ci. Si nous faisons cela pour les tableaux, les sculptures.. Nous pourrions le faire aussi pour certains bâtiments dont nous sommes propriétaires, et d'autres richesses dont je n'ai pas idée. L'intégralité de ces sommes récupérées résorberait une partie de ce déficit débile, une faible partie, mais le processus est lancé, il n'y a plus qu'à continuer dans notre lancée. Je compte sur vous pour trouver d'autres ressources...

... Mais imaginez, 1 500 milliards d'euros de dette, c'est une somme colossale, inouïe. Rester dans cette situation est suicidaire surtout pour nos enfants et petits enfants, c'est un scandale d'irresponsables, de voyous. Nous sommes obligés de trouver des solutions, nous n'avons pas d'autres alternatives. Et ne me parlez surtout pas de la croissance sur lequel on peut compter et bla bla bla, l'idée de croissance était un alibi pour faire du n'importe quoi, nous chercherons les coupables, mais pour l'heure, restons vigilant à ne pas voir ce déficit s'aggraver comme c'est le cas maintenant.

Vous faites allusion à l'inaliénabilité des oeuvres d'art appartenant à l'état, bien entendu je tiens compte de cette contrainte, c'est pourquoi je propose autre chose (mais je le reconnais, c'est une position d'artiste et non de politicien bien installé dans ses basquettes...) Toutefois, cette idée, aussi saugrenue qu'elle soit, me plaît beaucoup. J'imagine maintenant les musées avec des murs tout blanc, à décorer donc, d'oeuvres nouvelles, d'enfants peut-être, d'artistes inconnus, sans valeurs aucunes... De nouvelles choses à voir, à découvrir, des oeuvres que des particuliers donneraient gratuitement pour le bonheur de tous... L'utopie permet tant de chose !

... Oui, mais on fait quoi pratiquement pour résorber ce déficit de 1500 milliards d'euros, en dehors de vendre nos Picasso, nos Matisse, nos Rouault, nos Van gogh, nos Rembrand et les autres ...

On fait quoi ?? Je veux de bonnes réponses
Sinon j'appelle la police !

Hadopi et compagnie : Ne pas oublier que la majorité des gens qui téléchargent gratuitement de la musique des films.. n'ont pas les moyens d'acheter ces produits. Un jour j'ai fait le calcul suivant : pour remplir mon vieil ipod de musique, à 0,99 euros la chanson, il me faudrait 65 000 euros. hihihhi !

Parmi les prétendants à la présidence de la république, qui peut être séduit par le projet Mr de Villepin au point de s'associer à lui pour gagner ?

Il s'agit de savoir qui peut être intéressé par ce fabuleux projet.

Je pense à :

- Ségolène Royal, un peu sur la marge au PS et toujours en demande, ce projet est pour elle.**
- Nicolas Hulot, a mis du temps à se décider, et ce projet participe parfaitement à son objectif.**
- Eva Joly, idem.**
- François Bayrou, vous n'avez qu'à lui dire que c'est moi qui lui demande de se rallier à Mr Villepin.**
- Olivier Besancenot, pourquoi refuserait-il ce projet social unique dans l'Histoire Française ?**
- Jean-Luc Mélenchon, un peu grande gueule, mais bon, on l'accepte quand même, ce n'est pas un mauvais bougre**
- Jean-Louis Borloo, qu'a-t-il de mieux à proposer à la France ?? Sinon adhérer à ce projet qui a besoin d'hommes de sa trempe, de vrais hommes ou femmes, car la partie va être difficile à réaliser dans le concret.**
- Hervé Morin, Christine Boutin, Corine Lepage, Nicolas Dupont-Aignan, je ne sais pas, faudra leur poser la question.**

Est-il pensable que dans un pays civilisé comme le notre, un homme, admettons le président de la république, gagne 20 000 € par mois, et à sa porte, un autre, fait comme lui de la tête aux pieds, vit dehors et ne gagne rien du tout, peu importe la cause ? C'est à cet homme qui gagne 20 000 € de réfléchir, de s'élever en pensée, pour savoir que cela ne va pas dans le sens de l'humain. C'est bien là où je veux en venir, ceux qui gagnent beaucoup doivent d'eux même signer ce projet fabuleux qui va aussi dans leur intérêt car si demain les laissés pour compte se révoltaient, comme dans certains pays, pas si loin de nous, que se passerait-il ?

Peut-on envisager un programme politique sérieux, basé sur un revenu citoyen de 850 € par mois, sans penser à remettre en cause les revenus dans leur ensemble ?

Permettez-moi d'avancer quelques chiffres pour notre réflexion à tous :

- 850 € ———> Revenu citoyen

- 1 500 € ———> SMIC

- 6 000 € ———> Revenu maximum des fonctionnaires et toutes personnes relevant d'une caisse de l'état. C'est là que nous aurons le plus de difficultés à convaincre nos "frères", mais comment faire autrement pour éliminer la misère sérieusement si l'on ne révisé pas l'ensemble de notre société ?

Avec cette proposition, je risque de me mettre à dos des milliers de fonctionnaires, alors que je n'ai rien contre eux ni contre personne. Seulement l'argent de l'état doit être réparti le plus justement possible si l'on veut en donner à tout le monde, sans pourtant

mettre en cause la valeur professionnelle de tous ceux concernés par cette restriction budgétaire obligatoire.

Pour le privé :

- 6 000 € revenu maximum avec impôt “normal”**
- entre 6 000 € et 8 000 € impôt de 60 % pour cette tranche supplémentaire**
- entre 8 000 € et 10 000 € impôt de 70 % ” ” “**
- au-delà de 10 000 € impôt de 80 % ” ” “**

**Alors là, nous sommes bien loin des 60 % prôné par Mr de Villepin pour les plus de 80 000 € mensuels...
Sur ces nouvelles bases pour le calcul des impôts, nous n’aurons aucune difficulté financière à faire face
aux nouvelles dépenses et nous risquons même d’avoir de quoi résorber un peu du déficit de 1 500
milliards d’euros...**